Addis-Abeba— 10 juillet 2015- L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) appelle les pays à tendre vers la couverture sanitaire universelle et à élargir les investissements internationaux pour financer le développement de sorte à obtenir un effet dynamiseur. Cet appel intervient alors que les dirigeants mondiaux vont bientôt participer à la Troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui se tiendra à Addis-Abeba, pour examiner les moyens de financer les nouveaux objectifs de développement durable, qui doivent être présentés à New York en septembre 2015.

« La meilleure manière pour les pays de progresser vraiment vers la réalisation du nouvel objectif sanitaire mondial est de tendre vers la couverture sanitaire universelle », dit le Dr Margaret Chan, Directeur général de l'OMS.

De nombreux pays auront besoin d'aide pour obtenir le financement nécessaire à cette fin. La conférence qui se tiendra cette semaine sera axée sur le renforcement de la coopération internationale afin que les pays en développement disposent de plus de moyens pour améliorer leur politique fiscale nationale et la perception des recettes et que des efforts soient faits pour réduire les flux financiers illicites et l'évasion fiscale, au niveau international.

Progrès dans la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement

D'ici à la fin de cette année, si les tendances actuelles se poursuivent, le monde atteindra les objectifs du Millénaire du développement consistant à faire reculer les épidémies d'infection à VIH, de paludisme et de tuberculose et à améliorer l'accès à l'eau potable. Il aura aussi progressé considérablement dans la lutte contre la sous-nutrition et la mortalité maternelle et juvénile, et dans l'amélioration de l'accès aux moyens d'assainissement de base.

Mais d'importants écarts demeurent entre les pays et à l'intérieur de chaque pays et beaucoup reste à faire, en particulier dans les pays les plus pauvres et ceux en proie à des conflits. Et de nouveaux enjeux sanitaires sont apparus, comme le montrent la crise provoquée par la flambée de maladie à virus Ebola en Afrique de l'Ouest et l'incidence croissante des maladies non transmissibles. Dans ce contexte, les pays ont convenu d'un nouvel objectif sanitaire mondial fortement axé sur l'équité - permettre à tous de vivre en bonne santé et promouvoir le bien-être de tous à tout âge.

Un rapport de l'OMS et du Groupe de la Banque mondiale publié récemment (intitulé *Tracking universal health coverage: First global monitoring report*
) montre que 400 millions de personnes n'ont pas accès aux services de santé essentiels et que 6 % des habitants des pays à revenu faible ou intermédiaire basculent ou sombrent davantage dans l'extrême pauvreté du fait des dépenses de santé.

« Personne ne devrait courir le risque de se ruiner parce qu'il doit se faire soigner » dit le Dr Chan, ajoutant que « personne ne devrait se voir refuser l'accès à des services de santé parce qu'il n'a pas les moyens de les payer ».

Tendre vers la couverture sanitaire universelle

La couverture sanitaire universelle, qui est l'un des principaux axes de travail de l'OMS depuis cinq ans, vise à pallier ces écarts. L'Organisation recommande d'abord d'éviter que les patients n'aient à payer directement les services dont ils bénéficient. Dans les pays qui ont largement recours aux paiements directs, les dépensent de santé amènent, chaque année, 100 millions de personnes sous le seuil de pauvreté.

Le financement public est essentiel pour réduire le recours aux dépenses directes. Lorsque les dépenses publiques de santé augmentent, le recours aux paiements directs diminue. Entre 1995 et 2013, la part des dépenses publiques de santé dans le PIB est passée de 3,4 % à 4,1 % en moyenne dans 190 pays. Dans les pays à revenu faible, cette augmentation a été plus importante : la part des dépenses publiques de santé est passée de 1,7 % à 2,6 % du PIB.

Malgré cette amélioration, beaucoup reste encore à faire. Le défi pour les pays est double : ils doivent à la fois mobiliser davantage de ressources publiques nationales pour la santé et veiller à ce que les systèmes de santé utilisent les ressources plus efficacement.
À la conférence d'Addis-Abeba, l'OMS appellera la communauté internationale à renforcer la coopération avec les pays à revenu faible ou moyen inférieur pour associer financement national et financement externe afin de disposer d'assez de ressources pour mettre en place des systèmes de santé solides.

L'Organisation soulignera aussi qu'il est important d'obtenir les meilleurs résultats possibles avec l'argent disponible en mettant en place des dispositifs novateurs pour la prestation des services, en faisant baisser les prix des principaux intrants (p. ex. les médicaments) achetés au niveau international et en réduisant la fragmentation des flux d'aide destinés aux pays.

« Si le monde compte réellement atteindre les cibles relatives à l'ODD lié à la santé, il doit consentir des investissements considérables aux niveaux national et international », précise le Dr Chan.

L'OMS souligne aussi que la taxation des produits du tabac peut rapporter des recettes publiques supplémentaires. Un rapport récent révèle que seuls 33 pays ont instauré des taxes représentant plus de 75 % du prix de vente au détail d'un paquet de cigarettes. Certains pays n'ont instauré aucun droit d'accise ou de très faibles droits sur les produits du tabac et se privent ainsi d'une mesure dont on sait qu'elle améliore la santé et rapporte des revenus permettant de renforcer les services de santé.

L'Organisation soutient aussi le mouvement tendant à ce que les pays à revenu élevé consacrent 0,7 % de leur produit national brut (PNB) à l'aide publique au développement et 0,15 % à 0,20 % de l'aide publique au développement/du PNB aux pays les moins avancés. Elle prône une mise en œuvre plus efficace de cette aide et étudie, met au point et documente des méthodes permettant de soutenir des plans sanitaires nationaux complets conformes aux principes du Partenariat international pour la santé (IHP+) en matière d'efficacité du développement.